

ARCHITECTES ET PAYSAGISTES FONT ASSEMBLEE GENERALE COMMUNE

ARTICLE PARU SUR LE MONITEUR.FR
Cyrille Véran | 28/03/2013 | 12:17 | Profession



© F.Moriset/Corps des ACE/APCE/mars 2013
Assemblée générale ACE et PCE 2013

La ministre du Logement et de l'Égalité des territoires, Cécile Duflot, lors de la première assemblée générale commune aux deux corps des architectes-conseils de l'État (ACE) et celui des paysagistes-conseils de l'État (PCE), le 27 mars 2013 à la maison des associations à Paris.

Une première ! Le corps des architectes-conseils de l'État (ACE) et celui des paysagistes-conseils (PCE) se sont réunis pour la première fois depuis leur création, à l'occasion de leur assemblée générale annuelle, qui s'est tenue le 27 mars à la maison des associations de solidarité à Paris. Une première qui a eu les honneurs de la présence de la ministre Cécile Duflot, venue rappeler l'importance de leurs missions dans la construction de l'égalité des territoires.

Ce rendez-vous du 27 mars à Paris, à la maison des associations de solidarité, a été qualifié d'« historique ». C'est en effet la première fois que les deux corps des architectes-conseils et des paysagistes-conseils se réunissent pour leur assemblée générale annuelle. Cette AG commune fait suite à la circulaire du 2 mai 2012, fruit d'un accouchement laborieux, mais qui a permis de refonder les missions des deux corps sur un socle commun. Une première qu'a tenu à venir saluer - rapidement - la ministre du Logement et de l'Égalité des territoires, Cécile Duflot, avant de repartir pour l'Assemblée nationale. Le temps néanmoins d'insister sur l'attachement qu'elle porte au rôle des ACE et des PCE dans la construction de cette notion « d'égalité des territoires ». « L'égalité des territoires, c'est d'abord le respect de la diversité et de la vivacité des paysages, y compris le paysage ordinaire. Vous contribuez dans vos missions à porter ce message, votre rôle est décisif, a-t-elle défendu devant un parterre de 300 personnes. Il faut refuser l'alternative des objectifs prioritaires entre, d'un côté le développement économique et la construction de logements, de l'autre la préservation de l'environnement. Vous avez réussi à faire bouger cette vision. »

Un message de soutien, même si la salle - et surtout les architectes-conseils -, n'a pas manqué de souligner que le mot « architecture » n'avait pas une seule fois été prononcé par la ministre, ce qui a fait grincer des dents. « L'architecture n'est pas au ministère de Cécile Duflot, mais à la Culture. Les ministères se taisent sur les prérogatives des autres ministères. Ce qui est gênant pour nous les architectes-conseils, qui sommes interministériels », a rappelé Philippe Madec, ex-président du bureau des ACE.

TROIS DEPARTEMENTS, TROIS APPROCHES

Au cours de l'après-midi, trois binômes ACE et PCE sont venus présenter à la tribune la nature de leur mission dans trois départements très différents. Ainsi en Seine-Saint-Denis, territoire métropolitain complexe, malmené par les infrastructures où le mot diversité, que l'on brandit désormais à tout bout de champ, est ici une maladie. Le paysagiste Michel Collin et l'architecte Jean-Paul Philippon travaillent ensemble et partagent un même constat : le manque de diagnostic et de créativité dans les projets, l'inadéquation entre les objectifs annoncés et les règles qui découpent le territoire en zones et contredisent ces intentions.

A Mayotte, c'est une autre histoire. Un territoire confetti, qui a émergé de l'océan indien il y a tout juste 50000 ans, « où les besoins sont phénoménaux », constatent le paysagiste Marc Claramunt et l'architecte Jean-François Jodry. Cinquante pour cent de la population y a moins de 18 ans, 3000 orphelins errent dans la rue, beaucoup sont sans-papiers. Aucune intercommunalité, des communes (17 au total) où l'on parle parfois trois langues... « On est passé d'une période "postcoloniale" où le préfet était le gouverneur de l'île à la révision générale des politiques publiques (RGPP) de manière accélérée. La transition est compliquée », avouent-ils.

Dans le Tarn, département rural, c'est encore autre chose. Même si l'architecte Patrick Céleste (venu sans son binôme, Philippe Cadoret, absent) met en garde contre ce terme inapproprié de département « rural », « car seulement 3 à 5% de la population sont des paysans ». Ce territoire est encore couvert par une myriade de petits bourgs avec leur clocher et leur place pour boulistes. « Ces communes souffrent d'une très grande maladie : la perte d'identité, et l'on nous demande, dans nos missions, de les aider à la retrouver. Pour les élus, cela signifie d'intervenir sur le développement économique, et nous ne sommes pas armés pour répondre à cette demande », explique Patrick Céleste. Et puis il y a les communes plus importantes, au rayonnement local, qui elles souffrent de la désertion de leurs centres-bourgs au profit des zones commerciales. « On travaille sur un certain état de médiocrité, on essaie d'améliorer l'ordinaire des choses, d'éviter le pire. »

MUTATION DES MISSIONS

Trois départements donc, trois approches différentes. Et pourtant, les échanges avec la salle ont montré une permanence du rôle de conseiller d'un territoire à l'autre. Pour Chris Younès, philosophe invitée à modérer les débats, il faut « relier ce qui a été délié au fil de l'histoire, car nous sommes les héritiers d'une modernité qui a découpé ses territoires pour mieux se les approprier » ; pour Patrick Céleste, « notre rôle consiste à apporter une aide psychologique auprès des DDT, ou du moins ce qu'il en reste » ; pour Michel Collin « à construire une vision commune du territoire avec les services ». Il n'empêche : « Notre rôle de conseil a

muté avec la « déstructuration » des DDT», affirme l'architecte Serge Renaudie. « Notre autorité décline, du fait de l'explosion de conseils auprès des ZAC, des villes, des CAUE », observe Philippe Dubois. Et un constat, commun aux ACE et PCE: les services de l'Etat sont en recherche de légitimité. « Depuis que l'ingénierie publique a disparu, les petites communes ne savent plus comment monter un projet... Les vendeurs de lotissements se sont empressés de venir suppléer cette absence d'ingénierie », estime Patrick Chotteau de la mission interministérielle pour la Qualité des constructions publiques (MIQCP).

Ce débat sur l'évolution et la nature des missions pourrait durer des heures, mais l'après-midi avance, certains doivent reprendre leur train. Une chose est sûre : les ACE et PCE n'ont pas attendu d'avoir une circulaire commune pour travailler ensemble sur le terrain, dans un engagement et des convictions partagés. Mais elle l'a officialisé.

FOCUS

COMPOSITION DES NOUVEAUX BUREAUX

PAYSAGISTES-CONSEILS DE L'ETAT

Sébastien Giorgis, futur président

Alice Brauns, trésorière

Laure Planchais, secrétaire générale

Stéphane Bertin

Claire Alliod

Entrants

Giovanna Marinoni

Béatrice Fauny

Catherine Farelle

Jean-Pierre Saurin

Jérôme Jeannequin

Agnès Bochet

Catherine Soula

ARCHITECTES-CONSEILS DE L'ETAT

Frédéric Bonnet, président

Eva Samuel, premier directeur

Soisick Cléret, secrétaire générale

Françoise Risterucci, trésorière

Aline Hannouz

Lionel le Boursicot

Entrants

Patrick Céleste

Philippe Challes

Patrick Duguet